
Christophe Delay, Isabelle Csupor et Laure Scalambri

Transitions à la vie adulte et dispositions économiques chez les jeunes peu qualifié·e·s : des expérimentations encadrées par le travail social

Résumé

Basée sur une étude ethnographique réalisée en Romandie auprès de jeunes peu qualifié·e·s et de travailleurs et travailleuses sociales affilié·e·s à des dispositifs d'insertion, cet article montre les *événements, expériences* et *épreuves* liées à la transition à l'âge adulte ainsi que les positions dans le *cycle de vie* favorables à une mise en veille ou à une activation de dispositions économiques ascétiques. Il questionne le rôle des travailleurs et travailleuses sociales comme agent·e·s de socialisation économique ainsi que les diverses modalités de socialisation par lesquelles les jeunes intériorisent les dispositions économiques.

Mots-clés: jeunes peu qualifié·e·s, socialisation économique, travail social, dispositions économiques

Summary

Based on an ethnographic study conducted in French-speaking Switzerland among young people with low skills and social workers affiliated to integration schemes, this article shows the events, experiences and trials related to the transition to adulthood as well as the positions in the life cycle that are favourable to putting ascetic economic dispositions on hold or activating them. It questions the role of social workers as agents of economic socialization and the various ways in which young people internalize economic dispositions.

Keywords: low-skilled youth, economic socialization, social work, economic dispositions

Ces dernières années, on assiste dans les pays occidentaux à une montée de la préoccupation autour du surendettement des jeunes. Alors que les compétences financières ont été jugées insuffisantes chez nombre d'entre eux (OECD 2014), plusieurs cantons suisses ont mis en place des mesures pour prévenir et lutter contre leur surendettement.

Si les travaux de recherche en Suisse se sont d'abord concentrés avant tout sur les usages déviants (dettes, Streuli et al. 2008), les pratiques financières juvéniles plus larges ont récemment fait l'objet de comparaisons: ainsi, si les *étudiant·e·s* expérimentent l'argent sous forme d'autonomie encadrée par les parents et les apprenti·e·s épargnent en vue du départ planifié du foyer parental, les jeunes non qualifié·e·s à l'aide sociale dépendent sans esprit du calcul, ne se projetant pas dans l'avenir (Plomb/Poglia 2015). À contre-courant des représentations dominantes des jeunes insouciant·e·s, Faure et Le Dantec (2015) montrent que celles et ceux faiblement diplômés en France, confrontés à la pénurie d'argent, engagent une gestion serrée des dépenses où les besoins s'adaptent aux moyens: ils et elles ont en effet intériorisé dès l'enfance des dispositions à la parcimonie et se fondent sur des pratiques parentales ascétiques propres à l'ethos ouvrier. Des résultats qui confirment la propension des jeunes à apprendre des pratiques économiques par observation de leur milieu familial (Henchoz et al. 2014).

Intéressantes, ces enquêtes proposent toutefois une vision du rapport à l'argent trop *homogène*, notamment chez les jeunes non qualifié·e·s où les usages sont saisis au moment présent, de manière *statique* et elles ne questionnent que peu les influences d'autres instances que la famille. Certains travaux montrent pourtant que les travailleurs et travailleuses sociales (TS), mettant en pratique un gouvernement des conduites, imposent les normes économiques (rationalité calculatoire, épargne) des classes moyennes aux ménages endettés (Perrin-Heredia, 2013) quelles que soient leurs conditions de vie; ils et elles cherchent ainsi à rendre réflexifs les publics de l'éducation financière sur leurs conduites face à l'argent, «la réflexivité étant le premier levier du changement de pratique» (Dubuisson-Quellier 2016, p. 33). Certain·e·s appliquent en partie les conseils reçus, renonçant à certains achats ou commencent à épargner (Lazarus 2016). Le paradoxe veut que ce gouvernement opère alors même que la «bonne santé des sociétés occidentales se mesure à l'aune de la consommation de ses membres» (Henchoz et al. 2015, p. 179). On peut dès lors penser que cette injonction contradictoire contribue à structurer et à déstructurer les conduites économiques des jeunes.

Cela étant, notre enquête vise à mieux comprendre les usages variés de l'argent au sein d'une catégorie peu étudiée: les jeunes peu qualifié·e·s. Elle s'inscrit dans une perspective de recherche *dispositionnelle* qui postule que les comportements sont le produit d'un travail de socialisation générant des dispositions économiques. Celles-ci sont intériorisées au fil des parcours biographiques, selon la position sociale et modulées par les injonctions morales des instances de socialisation primaire et secondaire qui les encadrent: les banques et entreprises, la famille mais aussi le couple, les pairs et les TS. Bourdieu (1977) a questionné le rapport à l'argent des populations précaires. Vivant au jour le jour, les chômeurs et chômeuses algériens sont mainten·u·es dans l'impossibilité de calculer et de prévoir: la seule fin de l'activité «est la satisfaction des besoins immédiats» (p. 88). Se distanciant de Bourdieu qui réduit les dispositions économiques aux conditions d'existence des individus, Lahire s'intéresse lui, aux modifications de *contextes présents* qui font «changer les forces qui agissent sur nous» (1998, p. 68). La remise en activité des dispositions dépend des moments dans le *cycle de vie*. Certaines habitudes peuvent dans un *nouveau contexte* mener un individu à souhaiter «s'en débarrasser» car il ressent désormais «une partie de ses dispositions comme étrangères à lui» (Lahire 2001, p. 133). Par ailleurs, loin d'être toujours durables, les dispositions peuvent être «contrôlées dès lors qu'elles sont connues» (Lahire 2002, p. 130). Reprochant à Bourdieu de ne penser les apprentissages que de manière «inconsciente» s'accomplissant de corps à corps, pour Lahire, il n'est pas possible de faire de l'incorporation des habitudes, des processus se déroulant «hors langage dans une relation obscure et muette au monde» (1998, p. 192). En focalisant sur les dispositions économiques, Henchoz et al. (2015) confirment les éléments avancés par Lahire: le départ du foyer parental, l'entrée sur le marché du travail ou à l'aide sociale, constitueraient des épreuves – au sens de Boltanski et Thévenot – «événements conduisant les individus à apprendre» et fonctionnant comme «autant de contextes d'expérimentation de l'activité économique» dont la «maîtrise va elle-même être épreuve de qualification d'entrée dans la vie adulte» (p. 190). L'apprentissage consiste dès lors en un processus qui «s'inscrit dans une trajectoire passée» (p. 191). Cependant, Henchoz et al. (2015, p. 189) se distancient de Lahire sur certains points, relevant que la *transmission* explicite par *discussion* et éducation «semble moins prégnante que l'éducation implicite» par observation ou expérimentation, élément central dans l'apprentissage des compétences économiques.

Cet article cherchera à répondre aux questions suivantes : 1) Quelles *instances de socialisation* façonnent chez les jeunes leurs dispositions économiques ? Les TS peuvent-elles ou ils être considérés comme des agents de socialisation économique et si oui, à quelles conditions ? 2) Quelles sont les « modalités de socialisation » (Lahire 2002) par lesquelles les jeunes apprennent les usages de l'argent ? L'inculcation joue-t-elle toujours un rôle secondaire dans l'acquisition des dispositions économiques ? 3) Quels événements en lien avec la transition à l'âge adulte sont favorables à l'activation voire la transformation des dispositions ?

En nous inspirant des travaux sur les parcours de vie, nous définirons par événement un fait significatif se produisant et qui, décrit par le ou la chercheur·e ou l'interviewé·e, constitue un changement plus ou moins brutal produisant des effets sérieux sur le long terme ici, à propos des usages de l'argent. Affecté d'une probabilité d'apparition, il peut être ou non anticipé et ouvre la voie vers des *transitions* définies comme des « changements dans les rôles et statuts représentant une rupture par rapport aux rôles antérieurs » (Hutchison 2007, p. 14). Lorsque l'événement ferme ou ouvre des perspectives, introduit un changement durable dans l'environnement de la personne ou modifie ses attentes, il conduit à une *bifurcation*, point dans le parcours de vie représentant un changement durable et substantiel de direction qui n'était pas attendu (Bidart 2006).

L'enquête

L'étude qualitative présentée ici¹ se base sur l'analyse d'entretiens compréhensifs réalisés dans les cantons de Genève et Vaud auprès de 25 jeunes « peu qualifié·e·s »² et 7 TS en lien avec ces populations. Par jeunes peu qualifié·e·s, nous entendons des hommes et femmes entre 18 et 30 ans, n'ayant jamais commencé une formation secondaire qualifiante ou ayant connu une rupture de formation, dont les situations sont diversifiées après la rupture : chômage, mesures d'insertion, emploi, reprise – voire achèvement – de formation. Nombre d'entre eux ont été approchés suite à 10 observations directes³ réalisées au sein de diverses institutions⁴ où ont lieu des ateliers collectifs d'éducation financière pour prévenir l'endettement. D'autres ont été sélectionné·e·s par les TS – bien que nous ayons spécifié chercher des profils variés – car leur situation économique les préoccupait et qu'ils et elles engageaient avec eux un accompagnement de longue durée dans des relations de confiance. Notre échantillon, qui compte 9 jeunes ayant été à un moment ou un autre en situation de surendettement⁵, n'est pas repré-

sentatif de l'ensemble des jeunes peu qualifié·e·s vu les filtres institutionnels par lesquels nous sommes passé·e·s.

L'article présentera d'abord les principaux aspects du travail effectué par les TS dans 2 dispositifs pour jeunes liés à l'aide sociale. Ensuite, il présentera les portraits sociologiques d'un sous-échantillon de la population interviewée, soit 3 jeunes intégré·e·s à ces dispositifs. Dans ce cadre et surendetté·e·s⁶, chacun·e a fait l'objet d'un accompagnement individuel sur le plan de l'argent. Finalement, il proposera des comparaisons et une mise en perspective. Les raisons de ces choix sont multiples :

1. L'unité relative de lieu permet de réfléchir aux potentielles influences économiques de dispositifs s'apparentant, de par l'offre d'ateliers d'éducation financière, à des instances de *socialisation secondaire préprofessionnelle* (Zunigo 2013).
2. Les 3 jeunes se trouvent chacun·e dans des configurations spécifiques de la transition à l'âge adulte, permettant d'interroger les événements propices à l'acquisition, la réactivation voire la transformation des dispositions; la proximité sociale des enquêté·e·s (surendetté·e·s, appartenance aux classes populaires) permet des comparaisons et d'isoler la variable explicative des différences constatées (Beaud / Weber 2003).
3. L'écriture de portraits permet de saisir les *variations intra-individuelles* dans le temps des dispositions et les contextes de leur déclenchement ou mise en veille (Lahire 2002).

Produire des dispositions réflexives dans les institutions sociales : une forme douce de gouvernement des conduites

Nos enquêté·e·s se trouvent au moment de l'entretien dans un contexte spécifique⁷. La Loi sur l'action sociale vaudoise a été modifiée depuis 2017 : les jeunes de 18 à 25 ans, sollicitant le revenu d'insertion (RI) – dont le montant a été réduit – sont orienté·e·s vers une mesure d'insertion afin de définir «rapidement un projet et de leur permettre d'accéder à une place d'apprentissage»⁸. Des mesures – cours de français, stages, recherches d'emploi – dont le but est de préparer cet accès sont «reconnues comme des formations à part entière» et donnent «accès à une bourse d'étude», faisant dès lors sortir les jeunes du RI. Le dispositif genevois d'aide à l'autonomie est, quant à lui, accessible à toute personne – parents, professionnel·le·s, jeunes – concernée par les jeunes de 18 à 25 ans ; il les accompagne dans la réalisation de projets et met celles et ceux surendettés – une des causes principales de leur venue dans le dispositif – en lien avec les services de désen-

dettement. Chaque dispositif propose, outre des accompagnements individualisés, des ateliers collectifs d'éducation financière sur divers thèmes (« société de consommation », « pièges des dettes ») dont le but est de sensibiliser les jeunes à l'argent. Ainsi, Serge⁹ cherche-t-il à leur faire prendre conscience des coûts associés à certains achats afin qu'ils et elles puissent anticiper les dépenses et constituer une épargne pour gérer les imprévus :

Un jeune [apprenti boulanger] a acheté une moto. Il est à 3h du matin au boulot, habite en campagne donc il n'a pas de bus. Ça fait sens. Il n'a pas été plus loin que ce qu'il pouvait [niveau budget]. Il n'avait pas pensé aux pneus, à l'assurance ni à l'entretien. Tout ça, il n'a pas anticipé, donc dans ces ateliers c'est ça qu'on leur fait : prendre conscience.

Si, à l'instar des professionnel·le·s de l'éducation financière en France (Lazarus 2016), Serge se montre soucieux de ne pas moraliser les jeunes, ses jugements restent typiques des classes moyennes qui déplorent l'imprévoyance des petites gens et leur « inaptitude à penser au lendemain » (Hoggart 1970, p. 18) :

Les filles touchent l'argent de l'assistance publique fin du mois. Au début du mois, elles n'ont plus rien ! Elles se posent sur les ordinateurs, ouvrent leur sac, enlèvent leurs baskets, mettent leurs chaussures à 800 balles, « c'est bon on peut y aller ». Ça en devient débile !

Les ateliers proposent également des astuces pour dépenser moins dans les achats alimentaires et se procurer une alimentation équilibrée :

Ils mangent beaucoup au MacDo. [...] Tu as mal mangé et t'auras faim dans 2 heures. Tu as dépensé 10 balles au lieu de 20 mais avec les 20.-, tu aurais tenu la journée. Il faut être un peu conscient de ça quoi ! Je suis très actif là-dessus : des fruits secs à disposition, soupe aux légumes. C'est chaud, ça tient au ventre ; ils arrivent à comprendre qu'on peut faire des économies. (Serge)

Les ateliers ne proposent pas que des informations ou des conseils mais également des soutiens concrets. Dans l'accompagnement individualisé durant plusieurs mois voire des années, les TS abordent la question de l'argent, à la demande des jeunes ; constatant que certain·e·s jettent leurs courriers ou arrivent avec des cornets de lettres empilées, ils et elles leur conseillent d'ouvrir et de trier puis classer ces documents, les aident à faire

un budget, «renforcent leur sens des limites» (Zunigo, 2013), les font accéder à leurs droits sociaux ou encore, par un questionnement fréquent, leur font prendre conscience de leurs modes de consommations cherchant à produire des *dispositions réflexives*, comme l'explique un TS :

Certains disent «je n'ai pas d'argent». Je détaille ce qu'ils ont sur eux. Des baskets à 250 CHF jusqu'à la casquette à 85 CHF [...] Et puis on arrive à 700 CHF. Je dis: «Tu as plus que moi. C'est incroyable! Et puis tu n'as pas un rond. Je ne comprends pas». Et là, il y a un sacré étonnement parce qu'ils ne se rendent pas compte du tout. (Jean)

L'ensemble de ces pratiques de gouvernement visent ainsi à «modifier à moindre coût, les architectures des choix des individus pour les amener le plus en douceur possible et sans aucune contrainte à adopter les conduites attendues par l'action publique» (Dubuisson-Quellier 2016, p. 35).

Expérimentations et mise en veille ou activation de dispositions économiques ascétiques ?

Cette section présente 3 portraits de jeunes¹⁰ à des étapes distinctes de leur transition à la vie adulte sur les axes scolaire / professionnel et familial (Galland 2017). Nous décrirons des «cas» (Passeron / Revel 2005) pour appréhender à travers eux les événements et les liens entretenus avec les TS au principe de l'acquisition, la réactivation ou la transformation de leurs dispositions économiques. Le premier portrait donne à voir le cas d'une femme partiellement réceptive au travail des TS, n'activant que peu des dispositions ascétiques¹¹; les deux suivants explorent les conditions sociales propices à la transformation des dispositions dans le sens attendu par les institutions.

Jolana: des dispositions hédonistes en voie d'être contrôlées

À 20 ans, Jolana se trouve en mesure d'insertion et au bénéfice d'une bourse (1000 CHF/mois). Née en Afrique centrale, elle y a vécu 5 ans. Sa mère, sans formation, rejoint son mari en Suisse où, ayant obtenu le statut de réfugié, il travaille comme concierge. Jolana est l'aînée d'une fratrie nombreuse et, après le divorce de ses parents, se voit imputer la responsabilité de s'en occuper, tâche perdurant en milieu populaire et offrant aux filles une «marge réduite d'indépendance» (Schwartz 2002, p. 211). Sa mère, ouvrière en usine, reçoit l'aide sociale et l'hébergement d'un dispositif d'accueil des migrant.e.s. Jolana décrit sa scolarité comme un monde distant qu'elle n'a

pu s'approprier. Terminant l'école obligatoire dans la section la moins prestigieuse, elle découvre en mesure de transition les métiers du *care* et commence un court apprentissage (AFP) dans les soins.

Ses premières *expérimentations* de l'argent s'effectuent lorsqu'elle perçoit son premier salaire d'apprentie à 16 ans. Vivant encore avec sa mère et ne contribuant que peu aux frais domestiques, la jeune fille – qui a incorporé par observation et inculcation maternelle des dispositions à la dépense (« *ma mère ne sait pas économiser. Je tiens [d'elle]*») – les active, adoptant des attitudes hédonistes d'achats lui procurant du plaisir: «*[Mon 1^{er} salaire], j'étais trop contente, j'ai tout gaspillé*».

À sa majorité, sa naturalisation la contraint à quitter le logement familial sans planification. Accédant à un logement autonome pour lequel elle reçoit une aide au loyer, elle dépense pour meubler son logement, «gaspillant» sa maigre épargne tout en découvrant, par expérimentation les nouveaux devoirs associés au statut d'adulte. Un déficit de gestion lié à un manque de savoirs (Hautenne 2014) contribuent à l'endettement: «*Quand j'étais naturalisée, je ne savais pas que je devais changer d'assurance maladie. Je recevais des factures. J'ouvrais mais je ne faisais rien avec. Un jour j'ai reçu une lettre comme quoi j'étais aux poursuites.*»

Actuellement, les dépenses de Jolana concernent le solde du loyer, le téléphone, les factures courantes (électricité, impôts) et de loisirs. Elle *expérimente* un statut d'adulte plus autonome, cherchant à s'approprier une vie hors des contraintes familiales, renforçant ses dispositions hédonistes en allant au restaurant et faisant des sorties, dépenses typiques des jeunes ayant décohabité car «*créatrices de liens sociaux*» (Wernli/Henchoz 2015, p. 318): «*J'achète ce que je veux, je mange ce que je veux [...]. J'ai voulu rattraper le temps perdu*». Jolana, sans emploi, vit au jour le jour sans calculer ni planifier et les dettes d'assurance maladie s'accumulent. Elle se restreint sur le poste alimentaire pour acheter des produits cosmétiques, dépenses lui permettant de se sentir bien: «*Le maquillage c'est la base, je suis une fille déjà. Si je ne change pas de coupe de cheveux, je déprime et je ne fais rien*».

L'expérimentation liée à l'endettement, une situation financière contraignante (être sans ressources au milieu du mois) et les discussions avec son entourage dans un *nouveau contexte* de recherche plus intensive d'une place d'apprentissage (CFC) ont produit des dispositions réflexives et une prise de conscience de ses dispositions à la dépense: «*J'apprends de mes erreurs. Je me suis dit: <Tu ne peux plus gaspiller l'argent, il faut penser à ton avenir>.*»

Elle cherche à activer des dispositions planificatrices *faibles* (Lahire 2001, p. 130) inculquées par les TS: «*Il y a des moments où j'ouvre les courriers et je suis face à la réalité. J'essaie de trier mes feuilles une fois par mois*». Ainsi, les dispositions réflexives viennent freiner les dépenses festives ainsi que les dispositions spontanéistes (absence de gestion rationnelle des courriers) sans générer de nouvelles dispositions systématiques ; effet d'inertie de l'habitus, Jolana ne met pas toujours en pratique les conseils des TS (elle n'ouvre pas toutes les factures «*pour être de bonne humeur*») et active encore des dispositions hédonistes, renvoyant à plus tard l'adoption de dispositions à l'épargne, en lien avec l'apprentissage pour lequel elle postule activement: «*Je suis encore dans le délire où j'aime bien sortir. Je me dis <quand je commence mon apprentissage, là je vais le faire [épargner]. Pour l'instant je profite>*». Ainsi, la lutte (encore faible) contre les dispositions à dépenser ou plus spontanéistes est à mettre en lien avec ses projets d'avenir. Streuli et al. (2008, p. 13) notent qu'une «raison centrale pour un processus de désendettement à succès réside dans le fait de voir une perspective professionnelle».

Tom : réflexivité et conversion aux dispositions ascétiques

Si Jolana se trouve encore à une étape de sa transition à l'âge adulte (célibat) où elle «s'autorise des licences» et à l'instar des femmes anglaises des années 1950 «se hâte de prendre du bon temps» avant que les projets professionnels et familiaux qu'elle anticipe pour un avenir proche¹² ne la rattrapent (Hoggart 1970, p. 88–89), Tom (21 ans), lui, se trouve à un moment du *cycle de vie* où il est amené à se projeter plus concrètement dans l'avenir en couple. Il a grandi avec sa mère qui s'est séparée de son ex-mari lorsqu'il était enfant. Bénéficiaire de l'aide sociale, elle a repris une activité d'aide à domicile lui permettant juste de vivre au-dessus du minimum vital. Arrivé au terme d'une scolarité obligatoire marquée par de mauvais contacts avec les enseignant.e-s et ne voyant que peu d'intérêt à entrer en formation après 2 stages peu concluants, Tom se projette avant tout dans le présent, soucieux de «s'amuser». Il entame à 18 ans une première transition vers l'âge adulte, exerçant une activité d'employé non qualifié, événement qui, couplé à d'autres événements rapprochés dans le temps, le conduisent à apprendre des compétences économiques: ayant vécu dans sa famille une situation économique peu fortunée qui ne l'a pas préparé à gérer l'argent (il ne recevait pas d'argent de poche¹³), ses premiers salaires permettent l'acquisition de dispositions à la dépense semblable à celle des ouvriers précaires qui manifestent, en consommant, une «revanche sur des frustrations accep-

tées» (Schwartz 2002, p. 119). Comme nombre de garçons des milieux défavorisés, il s'intéresse aux vêtements de marques (Pasquier 2005) : « *On nous montre tellement de choses et on n'a tellement pas d'accessibilité que dès qu'on a un peu d'argent, ça nous brûle les mains! Les premiers salaires ça a flambé. J'adore certaines marques d'habits, Lacoste j'ai que ça dans ma garde-robe en quantité astronomique* ». Il est d'autant plus dépensier que sa mère, endettée, ne porte aucun discours pédagogique sur l'argent, le laissant expérimenter selon la logique de tolérance propre à certaines fractions des classes populaires : « il faut que jeunesse se passe » (Coutant 2005). Une vie sans épargner qui va engendrer, lorsqu'il ne peut renouveler son abonnement de train pour se rendre à son travail, de nombreuses amendes. À ces événements s'ajoute une indifférence mêlée à un déficit de gestion et d'information (« *je disais <assurance maladie, c'est bon je ne vais jamais chez le médecin je m'en fous>* ») qui l'enfoncent dans un surendettement de 50 000 CHF. Autre événement incontrôlable, il perd son emploi et doit demander le RI. Là, pour bénéficier d'une maigre bourse d'étude, il est contraint à fréquenter la mesure d'insertion, événement clé favorable à une *bifurcation*. Au contact des TS, il y intériorise des dispositions réflexives¹⁴ transférées dans différents domaines de pratiques. Il est amené à se questionner sur son rapport à l'avenir et aux conséquences de ne pas achever de formation post-obligatoire : « *C'est de comprendre pourquoi. Quand on me dit <va faire ci, va faire ça> et que je ne réfléchis pas au pourquoi, mais Guy [TS] me dit, <mais si tu fais ça, il va se passer quoi?> Si je fais un CFC ça m'apporterait un métier* ». Il réfléchit aussi à son rapport à l'argent, aux obligations liées au passage à la majorité et au besoin de trier ses factures. Se connaissant mieux, il réalise que la richesse matérielle n'est pas si importante. Les messages éducatifs sont d'autant plus vite intériorisés qu'il est, de par ses expériences, *prédisposé* à accomplir un travail sur soi, à l'instar des jeunes au chômage qui en vieillissant, réforment leurs dispositions économiques dans le temps (Zunigo 2013) : le surendettement, l'expérience pesante de la précarité professionnelle et l'espoir de pouvoir décohabiter avec sa compagne avec laquelle il vit chez sa mère pour fonder une famille, sont au principe d'une *bifurcation* – volonté de reprendre une formation salariée – et d'une conversion de ses dispositions économiques (« *ces expériences d'un point de vue financier m'ont permis d'avoir un certain contrôle quand-même* »). Il adopte désormais des dispositions calculatrices ascétiques et planificatrices : trier ses courriers (« *j'ai des piles de papiers qui sont tous classés* »), regarder systématiquement les prix des produits et éviter les produits de marque (« *ça fait 2 ans que je me suis pas acheté une paire de chaussures.* ») À l'instar des jeunes

pour qui la parentalité constitue un « âge du raisonnable » (Lazuech 2012, p. 169), la projection dans un statut de père l'amène à reconsidérer ses dispositions hédonistes antérieures comme « étrangères » et à s'en détacher : « *Je veux juste avoir une famille et leur apprendre que c'est pas l'argent qui rend heureux.* ». Utilisant les 600 CHF / mois de sa bourse pour ses achats quotidiens et contribuant à certains frais de sa mère, Tom ne peut pas payer ses primes d'assurance, s'endettant de jour en jour.

Paulo : l'acquisition de dispositions planificatrices

Contrairement à Jolana et Tom qui accumulent les dettes, Paulo (26 ans) se trouve dans un processus de retour à l'équilibre budgétaire. Lui aussi appartient aux classes populaires : sa mère sans formation a été vendeuse et a divorcé de son père invalide. Ayant connu une rupture au gymnase, Paulo s'est réorienté vers un apprentissage d'informaticien qu'il a achevé. Accédant à son premier emploi qualifié, il subit comme Jolana un événement sous forme d'indépendance résidentielle brutale lorsque sa mère lui annonce soudainement qu'elle rentre en Colombie pour jouir de sa retraite anticipée, le laissant vivre seul dans l'appartement familial. Il se retrouve à 22 ans à devoir faire face à de nouvelles obligations sans y avoir été réellement préparé, sinon par injonction maternelle sporadique, manifestant une forme d'insouciance : « *On est jeune, on a cet état d'esprit : pas envie de s'occuper des factures* ». De nouveaux événements imprévus se produisent dans une temporalité resserrée : un licenciement après 7 mois de travail n'ouvrant aucun droit au chômage et une dépression génèrent le surendettement. Il ne remplit pas sa déclaration d'impôts par méconnaissance et est taxé d'office. Du fait d'une situation de grande précarité économique (il touche 2000 CHF / mois d'un oncle, un héritage anticipé), Paulo active des dispositions hédonistes à assouvir les besoins du moment présent : « *On calcule pas c'était incompressible j'ai envie de fumer je vais acheter. Souvent on va au fastfood* ». Il paie chaque mois son loyer et garde le montant restant pour l'alimentation, ne payant plus aucune autre facture. Après avoir accumulé 30 000 CHF de dettes, il retrouve un travail à temps partiel payé 3800 CHF / mois. Cet événement associé à son entrée au dispositif de soutien à l'autonomie des jeunes va sonner comme *l'événement clé* permettant d'acquérir de nouvelles dispositions économiques. Au contact d'un TS, il apprend par inculcation à intérioriser des dispositions à s'organiser : « *Heureusement je suis tombé sur Serge qui m'a beaucoup soutenu. J'ai appris tout ce que je ne savais pas au niveau administratif : impôts, assurance maladie.*

Apprendre qu'il faut faire un classeur pour s'organiser, payer toutes ses factures une fois par mois».

Le TS l'orienté vers un service de désendettement : disposant d'un emploi stable, il se voit proposé d'éponger ses dettes à condition de payer ses factures et ne plus s'endetter à l'avenir. L'obligation d'écrire des lettres, d'effectuer des budgets facilitent l'intériorisation de dispositions à calculer et à anticiper : *«À force de remplir des formulaires, des budgets, on apprend»*. Il commence à trier et organiser ses documents : *«Je fais des classeurs, j'imprime des petites étiquettes. Ça m'a sorti des problèmes»*. Depuis qu'il entretient avec son TS une relation personnalisée, Paulo a modifié son rapport à l'argent. Établissant une « sorte de budget à courte vue » (Perrin-Heredia 2009, p. 108), il paie toujours d'abord son loyer, s'acquitte de toutes ses factures au début du mois avant d'affecter la somme restante pour l'achat de nourriture qu'il stocke dans les placards, « véritable épargne populaire » (Perrin-Hérédia 2013, p. 60). Paulo a appris à ajuster ses dépenses et a acquis des dispositions à l'épargne : *«Il y aura toujours 100 CHF de côté pour aller faire les courses en fin de mois si vraiment il manque quelque chose»*. Il sait aussi qu'il ne parvient pas toujours à activer cette disposition du fait d'un revenu bas : *«Épargner c'est un souci. Le truc c'est que je gagne peu. Donc c'est difficile»*. L'intégration dans un emploi stable couplée à un certain capital culturel de même qu'une réceptivité aux conseils personnalisés du TS sont au principe d'une conversion de ses dispositions économiques vers davantage d'ascèse et d'un souci d'une vie plus saine qui renvoie aussi – du fait de son projet récent de reprendre des études tertiaires pour s'installer à son compte – à une identification aux classes moyennes (Faure / Le Dantec 2015, p. 278) : *«J'achète mes légumes, je me prépare à manger. [...] Sous l'eau on a tellement de préoccupations que le moindre truc qui peut nous apporter de la facilité, c'est un truc à prendre comme manger au MacDo. On se rend compte que pour la santé il faut que je mange bien, donc j'achète des produits sains»*.

Une expérimentation en «solitaire» mais accompagnée par les TS

L'analyse des 3 portraits et leur mise en perspective avec les autres entretiens réalisés permet de mettre en évidence les événements liés à la transition à l'âge adulte, qui en s'imbriquant à d'autres événements (dépression, prise de drogues, amendes) sur des temporalités resserrées, constituent des épreuves sources d'apprentissages économiques (Henchoz et al. 2015) : l'accès à la majorité¹⁵, la décohabitation non planifiée plus fréquente dans les fractions des classes populaires en rupture (Faure/Le Dantec 2013), le

premier emploi et le chômage qui touche davantage les jeunes non qualifié·e·s, introduisent des cassures dans les parcours de vie pouvant générer des dettes (Wernli/Henchoz 2015; Duhaime 2003). D'autres événements – qui définissent des «séries qui s'ouvrent et se ferment» en partageant le temps entre «un avant et un après» (Bensa/Fassin 2002) – sont eux, favorables à une transformation ultérieure des dispositions économiques: le vieillissement social et la volonté de s'installer en couple dans un logement autonome (Zunigo 2013), un nouveau projet professionnel ou la reprise d'un emploi. Ainsi, la position dans le *cycle de vie* explique partiellement le rapport à l'argent *hétérogène* des jeunes peu qualifié·e·s. Nos données confirment la thèse de Lazuech: «le passage au statut d'adulte se manifeste par des pratiques d'argent, marquées par une diminution des dépenses de fêtes et de sorties, des dépenses de vêtements et en produits culturels» (2012, p. 172). Elles valident aussi la thèse d'une *expérimentation* du rapport à l'argent chez les jeunes tout en spécifiant qu'au sein des catégories populaires à faible capital culturel, l'apprentissage s'effectue de manière relativement solitaire, sans discours parental pédagogique explicite et continu, ni soutien financier¹⁶ à l'opposé de l'accompagnement proposé aux jeunes peu qualifié·e·s par les parents des classes moyennes et supérieures de notre échantillon¹⁷ où, comme le rappelle Thin (1998, p. 31), «les enfants doivent échapper le moins possible au regard éducateur de l'adulte». Dans notre enquête, peu (N=5) de jeunes ont bénéficié d'argent de poche régulier dont les études soulignent le rôle dans l'apprentissage de l'épargne (Henchoz et al. 2015); sachant leurs parents vulnérables au niveau économique (en emploi à temps partiel; sans activité; surendettés) et familial (15 couples parentaux sur 25 sont séparés ou divorcés, 3 jeunes sont orphelin·e·s de père ou de mère) et de surcroît ayant parfois plusieurs enfants à charge, les jeunes ne sollicitent pas leur soutien financier en cas de difficultés, don restant plus fréquent dans les milieux sociaux aisés (Lazuech 2012). Nos données confirment que les jeunes de milieux modestes «affrontent seuls, sans filet de sécurité, leur prise d'indépendance. Elles et ils ont donc plus de risques d'endettement¹⁸ et pour s'en sortir doivent compter sur l'aide des services publics» (Bachmann/Rodari 2014, p. 125). Ainsi, les réponses variables que les jeunes engagent vraisemblablement face à des événements similaires en lien avec les ressources disponibles (connaissances, capital culturel, revenu propre et dons parentaux) sont «révélatrices des inégalités sociales» (Thomson et al. 2002, p. 342).

Pour les jeunes des milieux populaires surreprésenté·e·s dans les dispositifs d'insertion liés à l'aide sociale, le rapport aux TS sur un temps

long peut ainsi devenir l'occasion d'effectuer certains apprentissages économiques. Ils et elles y découvrent comment remplir une déclaration d'impôts, sont sensibilisé·e·s au fait «d'ouvrir et de trier leurs courriers» et «constituer une épargne pour faire face aux imprévus», sont amené·e·s à réfléchir à leur mode de vie consommatoire. Certain·e·s y apprennent dans le temps et par *inculcation* des dispositions réflexives, à la parcimonie, à épargner et planifier¹⁹. Les jeunes comme Paulo, davantage nanti·e·s de capitaux, ont l'occasion d'effectuer en silence des apprentissages par le biais de l'écriture dont Darmon (2010, p. 223) a souligné pour les adhérentes à des programmes d'amaigrissement qu'elle fonctionne comme «instrument de prise de conscience des comportements, mode d'engagement envers soi-même et les autres». Cet instrument «explicite d'auto-contrôle» permet «de remplacer des dispositions définies comme mauvaises» pour «substituer à ces dernières de nouvelles dispositions» (p. 224).

Conclusion

Les sociologues *dispositionalistes* ont montré le poids des conditions d'existence sur l'intériorisation des dispositions (Bourdieu 1977) ainsi que celui des éléments contextuels liés au présent qui permettent à certains moments du cycle de vie de les activer ou les mettre en veille (Lahire 1998). Les résultats de notre enquête invitent à *articuler* ces deux perspectives complémentaires plutôt que les opposer. Les dispositions économiques de Jolana, Tom ou Paulo se laissent en effet à la fois comprendre comme le produit de conditions précaires qui obligent à certains moments à se satisfaire des besoins immédiats que comme le produit d'interactions multiples (avec les TS, les pairs) et de configurations nouvelles liées à certains événements du parcours de vie qui amènent certain·e·s jeunes à souhaiter se «débarrasser de dispositions» qu'ils ou elles «considèrent désormais comme de mauvaises habitudes» (Lahire 1998, p. 133). En s'intéressant aux dispositifs d'insertion et à la manière dont certain·e·s jeunes font des apprentissages économiques, invité·e·s lors de *discussions* par les TS à expliciter leurs usages de manière réflexive ou pour d'autres qui doivent constituer en *silence*, par l'écriture, des dossiers institutionnels pour demander un désendettement, notre enquête a cherché à l'instar de celle de Coutant à souligner «les effets possibles des interventions éducatives» (2005, p. 321)²⁰ tout en nuancant et complexifiant la thèse d'Henchoz et al. (2015, p. 189) qui suggère que la transmission explicite «par discussion et l'éducation semble moins prégnante que l'éducation implicite» pouvant «prendre des formes diverses telles que l'observation ou l'expérimentation » sans mentionner le rôle

joué par l'instrument écrit. S'intéresser aux discours de sensibilisation à l'œuvre dans les ateliers d'éducation financière de même qu'au suivi individualisé cherchant à rendre leurs publics « réflexifs » permet à la fois de visibiliser le rôle d'acteurs de socialisation secondaire peu analysés dans les recherches suisses mais aussi, à l'instar de Lahire de « rendre [au langage] sa juste place dans l'analyse des phénomènes d'incorporation des habitudes » (1998, p. 192). L'écriture de portraits (Lahire 2002) permet au final de montrer la « dimension biographique et invite à intégrer les transitions ou bifurcations des parcours de vie comme autant d'épreuves à dimension économique » (Henchoz et al. 2015, p. 190).

Références bibliographiques

- Bachmann, Laurence & Rodari, Sophie (2014). Analyser le travail social. Une approche intégrant l'agentivité et les rapports sociaux. In: *Pensée plurielle*, 36, p. 121–132.
- Basha, Egzona & Bortis, Charlène (2019). *Le fardeau de la dette*. Lausanne: EESP, travail de Bachelor.
- Beaud, Stéphane & Weber, Françoise (2003). *Guide de l'enquête de terrain*. Paris: La Découverte.
- Bensa, Alban & Fassin, Eric (2002). Les sciences sociales face à l'événement. In: *Terrain*, 38, p. 5–20.
- Bidart, Claire (2006). « Crises, décisions et temporalités: autour des bifurcations biographiques ». In: *Cahiers internationaux de sociologie*, 120(1), p. 29–57.
- Bourdieu, Pierre (1977). *Algérie 60*. Paris: Minuit.
- Christin, Thomas (2012). *Endettement des jeunes adultes*. Neuchâtel: OFS.
- Coutant, Isabelle (2005). *Délits de jeunesse*. Paris: La Découverte.
- Darmon, Muriel (2010). Surveiller et maigrir. Sociologie des modes de contrainte dans un groupe commercial d'amaigrissement. In: *Revue d'études en Agriculture et environnement*, 91(2), p. 209–228.
- Dubuisson-Quellier, Sophie (2016). « Le gouvernement des conduites comme modalité d'intervention de l'état sur les marchés ». In: Dubuisson-Quellier, Sophie (dir.) *Gouverner les conduites*. Paris: Presses de Sciences Po, p. 15–58.
- Duhaime, Gérard (2003). *La vie à crédit*. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Henchoz, Caroline, Plomb Fabrice, Poggia-Mileti, Francesca & Schultheis, Franz (2015) Socialisation économique et pratiques financières des jeunes: questions de sociologie. In: *Revue suisse de sociologie*, 41(2), p. 179–200.
- Henchoz, Caroline, Poggia Mileti, Francesca & Plomb, Fabrice (2014). La socialisation économique en Suisse: récits rétrospectifs sur le rôle des parents et des enfants durant l'enfance et l'adolescence. In: *Sociologie et sociétés*, 46(2), p. 279–299.
- Faure, Laurence & Le Dantec, Éliane (2015). Le sens de l'essentiel: pratiques économiques et rationalisations ordinaires chez les jeunes français des classes populaires. In: *Revue suisse de sociologie*, 41(2), pp. 267–290.
- Faure, Laurence & Le Dantec, Éliane (2013). Rester ou partir pour s'en sortir: du rôle des soutiens rapprochés dans les expériences résidentielles des jeunes des classes populaires. In: *Enfances, familles, Générations*, 19, p. 44–63.
- Galland, Olivier (2017). *Sociologie de la jeunesse*. Paris: Colin.
- Hautenne, Bruno (2014). Approche sociologique des causes de surendettement. *Pensée plurielle*, 37(3), p. 67–73.

- Hoggart, Richard (1970). *La culture du pauvre*. Paris: Minuit.
- Hutchison, Elizabeth (2007). A life course perspective. In: Elizabeth Hutchison and Contributors *Dimensions of human behaviour. The changing life course*. California Kindle USA & Sage edition.
- Lahire, Bernard (2002). *Portraits sociologiques*. Paris: Nathan.
- Lahire, Bernard (2001). *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu. Dettes et critiques*. Paris: La Découverte.
- Lahire, Bernard (1998). *L'homme pluriel*. Paris: Nathan.
- Lazarus, Jeanne (2016). Gouverner les conduites par l'éducation financière. In: Dubuisson-Quellier, Sophie (Dir.) *Gouverner les conduites*. Paris: Science po, p. 93–125.
- Lazuech, Gilles (2012). *L'argent au quotidien*. Rennes: PUR.
- OECD (2014). *Pisa 2012 Results: students and money*. Vol. VI.
- Pasquier, Dominique (2005). *Cultures lycéennes*. Paris: Autrement.
- Passeron, Jean-Claude & Revel, Jacques (2005). *Penser par cas*. Paris: Editions EHESS.
- Perrin-Heredia, Ana (2013). Le choix en économie. Le cas des consommateurs pauvres. In: *Actes de la recherche en sciences sociales*, 199, p. 46–67.
- Perrin-Heredia, Ana (2009). Les logiques sociales de l'endettement: gestion des comptes domestiques en milieux populaires. In: *Sociétés contemporaines*, 76 (4), p. 95–119.
- Plomb Fabrice & Pogliani Miletta Francesca (2015). L'argent en action chez les jeunes Suisses. Structures économiques, types d'échanges et comportements individuels. In: *Revue suisse de sociologie*, 41(2), p. 201–221.
- Schwartz, Olivier (2002). *Le monde privé des ouvriers*. Paris: PUF.
- Streuli Elisa, Steiner Olivier, Mattes Christoph & Shenton Franziska (2008). *Eigenes Geld und fremdes Geld. Jugendliche zwischen finanzieller Abhängigkeit und Mündlichkeit*. Basel: Gesowip.
- Thin, Daniel (1998). *Quartiers populaires – L'école et les familles*. Lyon: PUL.
- Thomson Rachel, Bell Robert, Holland Janet, Henderson Sheila, McGrellis Sheena & Sharpe Sue (2002). Critical moments: choice, chance and opportunity in young people's narratives of transition. *Sociology*, 36(2), p. 335–354.
- Wernli, Boris & Henchoz, Caroline (2015). Les conséquences financières du départ du foyer parental. In: *Revue Suisse de sociologie*, 41(2), p. 311–328.
- Zunigo, Xavier (2013). *La prise en charge du chômage des jeunes*. Paris: Croquant.

Annotations

- 1 Financée par le programme de recherche de la Commission scientifique du domaine Travail social (HES-SO) octobre 2017–mars 2019.
- 2 Voir tableau 1 (Pour garantir l'anonymat, plusieurs caractéristiques ont été modifiées).
- 3 Ces observations ne sont pas mobilisées pour le présent article.
- 4 Écoles de formation professionnelle, mesures de transition ou dispositifs d'insertion pour jeunes.
- 5 Défini comme une « situation où un consommateur ne peut plus faire face à ses engagements financiers » (Duhaime, 2003, p. 8).
- 6 Les jeunes non-qualifié-e-s sont en effet une population à risque d'endettement sévère, par présence de crédit(s), de découverts bancaires ou arriérés de paiement (Christin 2012).

- 7 Parmi les jeunes enquêté-e-s, 16 sur 25 sont en mesure d'insertion ou l'ont été.
- 8 Rapport du Conseil d'État du canton de Vaud au Grand Conseil, novembre 2016.
- 9 Voir tableau 3.
- 10 Voir tableau 2 (les lignes en gras séparent les jeunes surendetté-e-s de celles et ceux qui ont de « petites dettes » et de celles et ceux qui n'en ont pas).
- 11 Chez Schwartz (2002), l'ascétisme signifie l'écrasement des désirs sur les besoins pour donner priorité dans ses dépenses aux éléments indispensables au quotidien et à restreindre les consommations plus hédonistes.
- 12 Elle déclare vouloir des enfants « avant ses 25 ans » pour prolonger la même expérience que sa mère qui l'a fait naître à un âge précoce (17 ans).
- 13 Aucun-e jeune surendetté-e- n'a reçu d'argent de poche régulier durant l'enfance. (1 en a perçu de façon sporadique).
- 14 Chez certains jeunes délinquants, la relation éducative est « l'occasion d'acquérir une disposition à la réflexivité » « une capacité à se questionner sur eux-mêmes » (Coutant, 2005, p. 253).
- 15 2 jeunes interviewés ont appris à ce moment que leurs parents n'avaient pas payé leur prime d'assurance depuis des mois et se découvrent des dettes.
- 16 Ceci est particulièrement vrai chez les jeunes surendetté-e-s dont seuls 2 sur 9 reçoivent une aide financière alors que 11 sur 16 des non endetté-e-s ou avec « petites dettes » reçoivent ou pourraient compter sur une aide financière de leurs parents (cf. tableau 2).
- 17 Chez Barbara, Antoine ou Sylvie, les discours parentaux disqualifient ainsi l'achat de vêtements de marques ou les repas de type fastfood ; les stratégies éducatives visent à susciter des apprentissages économiques spécifiques : prêts que les enfants doivent rembourser, financement de stages non rémunérés pour inculquer que « tout travail mérite salaire ». Le soutien parental (éponger des dettes) permet aux jeunes de ne pas basculer dans le surendettement (Basha / Bortis 2019).
- 18 Parmi les surendetté-e-s, tou-te-s ont des parents des classes populaires ou petits indépendants ; chez ceux qui n'ont pas ou que de petites dettes, 5 parents sur 15 sont de classes moyennes (cf. tableau 1).
- 19 L'inculcation se couple aussi à l'expérimentation, les TS montrant aux jeunes, en faisant avec eux, à trier leurs documents.
- 20 Ayant enquêté auprès de délinquant-e-s converti-e-s aux dispositions à l'autocontrôle, Coutant (2005, p. 321) est consciente du biais inhérent à une enquête ayant conduit à rencontrer des jeunes à partir des institutions et rappelle qu'il « ne s'agit pas d'idéaliser les interventions socio-éducatives qui suscitent souvent des réticences de la part des jeunes encadrés ».

Annexes

Tableau 1 : caractéristiques socio-démographiques des jeunes

Tableau 2 : rapport à l'argent des jeunes

Tableau 3 : caractéristiques socio-démographiques des TS

Tableau 1 Données socio-démographiques des jeunes

Prénom & âge	Accès	Situation actuelle	Diplômes	Origine sociale parents	Situation familiale et résidentielle
Paulo, 26	Dispositif d'insertion – aide sociale	En emploi qualifié	CFC informaticien	Mère : animatrice parascolaire (ex-vendeuse), sans formation. Père : AI, études Beaux-Arts	Parents séparés, enfant unique // vit seul, mère retournée en Colombie
Tom, 21	Dispositif d'insertion – aide sociale	Mesure d'insertion (bourse)	Sans qualification	Mère : arts décoratifs (pas de CFC, brevet ?), actuellement aide à domicile à 80% Père : indépendant sans formation	Parents divorcés, 1 frère aîné // vit chez sa mère, en couple
Jolana, 20	Dispositif d'insertion – aide sociale	Mesure d'insertion (bourse)	AFP (SAS)	Mère : sans formation, ouvrière en usine Père : diplômé en Afrique centrale, concierge	Parents séparés, 4 frères et sœurs mineur-e-s // vit seule
Cesaría, 32	Dispositif d'insertion – monde scolaire	Apprentissage gestion & intendance	Sans qualification	Mère : au foyer, sans formation Père : grutier, formation: NSP	Parents séparés; mère célibataire, 7 frères et sœurs (familles recomposées) // vit seule avec son enfant
Sonia, 25	Dispositif d'insertion pour femmes	Aide sociale & ménages	Sans qualification	Mère : nettoyage et ouvrière agricole saisonnière en Espagne. Père : indépendant (boucher en Afrique du Nord)	Parents séparés, 1 sœur cadette // vit seule à l'hôtel
Esteban, 21	Dispositif d'insertion bas seuil	Inactif 2 semaines entre emploi de livreur et stage d'auxiliaire petite enfance	Diplôme ECG	Mère : CFC assistante pharmacie, formation prof de yoga, sans travail. Père : électricien	Père décédé, mère et beau-père séparés, 4 frères et sœurs // vit chez sa mère avec 3 frères et sœur
Damien, 22	Dispositif d'insertion bas seuil	Projet Scène Active (1 an) en vue d'entrer dans une école de danse privée qui coûte 10 000 CHF/an (avec tests d'entrée: 2 ans CFC + 3 ans école supérieure)	Certificat de l'école de commerce CFC	Mère : pas de diplôme, a ouvert un magasin de fleurs Cap-Vert (avant : cheffe d'accueil dans une clinique, nettoyage). Père : université (?), agriculteur au Cap Vert (avant : carrossier)	Parents séparés, 2 sœurs cadettes, 1 grand frère // vit en colocation dans une structure liée à la Maison de Quartier (mère rentrée au Cap Vert il y a peu de temps)
Valentina, 20	Ecole professionnelle	Apprentissage assistante socio-éducative ASE (1e année) / bourse refusée / subside Lamal	Sans qualification	Mère : diplôme école de commerce, prof de yoga indépendante. Père : école jusqu'à 10 ans, prof d'arts martiaux indépendant	Parents séparés // vit seule // 1 sœur aînée au Mexique, 1 frère aîné en Italie
Aïssata, 22	Dispositif d'insertion – monde scolaire	Apprentissage assistante socio-éducative ASE (1e année)	Sans qualification	Mère : CFC ASE, assistante socio-éducative Père : CFC, électricien	Parents séparés // vit chez sa mère avec sa sœur aînée et sa nièce
Tonio, 19	Réseau personnel – étudiants TB	Chômage depuis 5 mois	AFP (commerce détail)	Mère : concierge. Père : grutier	Parents mariés, 2 frères aînés // vit chez ses parents, a une copine depuis 1 an
Barbara, 23	Réseau personnel	Cours du soir ECG et stage maturité spécialisée	Diplôme ECG	Mère : Prof. Enseignement tertiaire. Père : Prof Enseignement tertiaire (retraité)	Parents mariés, 2 frère et sœur // vit en colocation avec son frère
Shota, 27	Dispositif d'insertion pour femmes	Aide sociale, cherche stage EMS	Sans qualification	Mère : au foyer. Père : ouvrier (installateur d'étanchéité)	Parents mariés vivent en CH, 4 frères et sœurs / divorcée // vit seule avec ses 3 enfants

Suite du tableau 1 à la page suivante.

Suite du tableau 1.

Prénom & âge	Accès	Situation actuelle	Diplômes	Origine sociale parents	Situation familiale et résidentielle
Aurélia, 22	Réseau personnel – amie d'Ellea	Aide sociale & AI	Sans qualification	Mère : à l'AI, a travaillé au bureau des contraventions Police, CFC. Père : intendance (Ville de GE), CFC peintre en bâtiment	Parents séparés, 1 sœur aînée // vit chez sa mère
Jade, 20	Ecole professionnelle	Apprentissage assistante socio-éducative ASE (1 ^{re} année) / bourse / allocations d'étude	Sans qualification	Mère : CFC d'employée de commerce, assistante administrative Père : informaticien, sa fille ne connaît pas sa formation, entre petits jobs et aide sociale	Parents séparés // vit en couple avec Jérémy // 1 frère et 1 sœur
Jérémy, 24	Compagnon de Jade	Salaire à 100% chef de rayon dans magasin de chaussures	Sans qualification	Père et Mère : fleuristes indépendants, ayant perdu leur magasin et travaillant sur les marchés en France	Parents mariés vivent en France // vit en couple avec Jade // 1 frère et 1 sœur
Adrien, 21	Réseau personnel	Apprentissage en alimentation Denner (2 ^e année) suite à une AFP	AFP	Mère : gérante de café (sans formation). Père : ouvrier chantier (plâtrier) sans formation.	Parents divorcés, 1 sœur aînée (Portugal) // vit chez son père dans un 3P au salon. A une copine depuis 4 mois.
Tamara, 22	Maison de quartier	Termine maturité professionnelle, monitrice en maison de quartier	CFC et maturité professionnelle commerce	Mère : aide-soignante, sans formation. Père : livreur, CFC	Parents séparés, 2 sœurs // vit chez sa mère
Mauro, 18	Dispositif d'insertion – monde scolaire	Reprise de formation (apprentissage CFC caviste, août 2018)	Sans qualification	Mère : sans formation, mère au foyer puis nettoyage (après divorce). Père : garagiste indépendant	Parents divorcés, 1 frère cadet // vit chez son père la semaine, chez sa mère le weekend, une copine
Zora, 21	Dispositif d'insertion – aide sociale	Mesure d'insertion (bourse) & ménages	Sans qualification	Mère : aide en cuisine, CFC assistante pharmacie. Père : sans indication	Parents séparés, 1 sœur cadette en situation de handicap, 1 frère décédé
Antoine, 18	Réseau personnel	En attente reprise ECG	Sans qualification	Mère : architecte, fonctionnaire. Père : artiste peintre et décorateur théâtre	Parents mariés, 1 sœur cadette // vit chez ses parents
Marine, 24	Ecole professionnelle	1 ^{ère} année Apprentissage CFC d'assistante socio-éducative	Sans qualification (en formation)	Mère : NSP, Père : NSP / Grand-Mère : intendante en foyer. Grand-Père : petits jobs indépendants (pendant long-temps sans emploi)	Mère décédée, père déchu des droits parentaux, a grandi chez les grands-parents, 1 frère cadet // vit en couple, en colocation dans une villa
Ellea, 21	Réseau personnel – étudiants TB	Petits jobs (hôtesse)	Sans qualification	Mère : traductrice indépendante. Père : conseiller social dans école du secondaire	Parents mariés, 1 frère aîné // vit chez ses parents
María, 19	Dispositif d'insertion – monde scolaire	Mesure d'insertion (bourse)	Sans qualification	Mère : conductrice bus scolaire, sans formation. Père : restaurateur	Père décédé en Espagne, 1 sœur aînée en Espagne // vit chez sa mère
Danilo, 23	Réseau personnel	Petits jobs (restauration, pose d'affiches, football)	Sans qualification	Mère : petite formation comptable. Père : sans qualification. Les 2 travaillent dans une quincaillerie familiale en Amérique Latine	Parents mariés, 1 sœur cadette // vit en colocation avec 2 amis
Sylvie, 19	Dispositif d'insertion – chômage	Mesure d'insertion, attente réponse CFC	Sans qualification	Mère : CFC assistante dentaire, secrétaire de paroisse. Père : CFC employé de commerce, conseiller financier	Parents divorcés, familles recomposées : côté maternel avec 2 enfants du conjoint et côté paternel avec une femme sans enfants. 1 frère de 16 ans // vit en garde alternée chez ses parents

Tableau 2 Rapport à l'agent des jeunes, (sur)endettement, circonstances et types de dettes

Noms et âges	Ressources actuelles	(Sur)endettement	Circonstances/événements conduisant à l'endettement et type de dettes	Argent de poche/dons	Entraide familiale
Paulo, 26	Salaire emploi qualifié (3800 CHF brut/mois)	Surendettement – désendetté (30 000 CHF)	Indépendance résidentielle brutale, licenciement sans droit au chômage, méconnaissance du système administratif dépression. Dettes : loyers, assurances maladie (AM), impôts	Pas d'argent de poche	Pas d'aide de ses parents, aide d'un oncle
Paulo, 21	Bourse (600 CHF/mois), demande de subside d'assurance maladie en cours	Surendettement (50 000 CHF). Ses dettes continuent à augmenter	A « cliqué » son premier salaire et plus d'argent pour le train, perte d'emploi, méconnaissance du système administratif Dettes : AM, impôts, amendes transports	Pas d'argent de poche	Essaie d'aider sa mère par des courses
Jolana, 20	Bourse (1000 CHF/mois), aide au logement (650 CHF/mois)	Surendettement (montant non mentionné) ; tente de maîtriser ses dépenses pour éviter davantage de dettes	Naturalisation, départ précipité du foyer maternel, méconnaissance du système administratif Dettes : AM, autres factures impayées	Pas d'argent de poche	Aide occasionnelle de sa mère
Cesária, 32	Salaire d'apprentie 1 ^{ère} année, chômage, allocations familiales	Surendettement (6000 CHF) ; en phase de désendettement	Naissance d'un enfant, séparation, revenus insuffisants, autres obligations familiales Dettes : AM, amendes parking	Pas d'argent de poche	Aide sa mère au Portugal, a aidé son frère qui « a eu des problèmes avec la police »
Sonia, 25	Aide sociale, salaire ménages	Surendettement (montant non mentionné). Le montant n'augmente pas mais pas de désendettement	Pas accès à son courrier, arrêt travail sans droit au chômage, dépression, dépense toutes ses économies et sans ressources Dettes : factures impayées, AM	Pas d'argent de poche	Aide sa mère en Espagne quand elle peut
Esteban, 21	Salaire livreur temps partiel	Surendettement (entre 2000 et 4000 CHF); ses dettes continuent à augmenter	Sa mère ne paie plus l'assurance maladie, méconnaissance du système administratif, Dettes : impôts, AM	Pas d'argent de poche	Donne 400 CHF/mois à sa mère pour le loyer

Suite du tableau 2 à la page suivante.

Suite du tableau 2.

Noms et âges	Ressources actuelles	(Sur)endettement	Circonstances/événements conduisant à l'endettement et type de dettes	Argent de poche/dons	Entraide familiale
Damien, 22	Aide sociale (1200 CHF/mois + 450 CHF loyer + Assurance maladie payée)	Surendettement (12 000 CHF dont assurance maladie 6000 + TPG + téléphonie abonnement qu'il n'arrive plus à payer) des dettes stabilisées (assurance maladie prise en charge par l'Hospice Général) démarches pour se faire désendetter.	Accident à 17 ans, se fait opérer. Ne savait pas comment fonctionne le système des assurances. En conflit avec sa mère partie au Cap Vert pendant qu'il subissait l'expulsion du logement familial. Sa mère ne paie plus les assurances maladies/ni aucun argent suite aux conflits Dettes : assurance maladie, factures médecins suite à son accident, amendes TPG	Pas d'argent de poche (demandait, sa mère disait « j'ai pas » construisait sa maison au bled, probablement endettée)	Pas de soutien de sa mère (probablement endettée); pourrait solliciter son père qui serait prêt à lui donner de l'argent mais veut rester autonome sur le plan financier (ne veut pas casser la relation à cause de l'argent)
Valentina, 20	Salaire apprentie (750.- CHF/mois), subsides Lamal, loyer + charges payé par le père (730.- sans charges)	Surendettement (env. 2000.-) En phase de désendettement (80.-/mois)	Amende de 1000.- pour conduite en sens interdit / achat au crédit d'un téléphone / assurance maladie non payée par éducateurs d'un foyer, puis réglé suite à menace de dépôt de plainte. Dettes : amendes, crédit, AM	Argent de poche au bon vouloir du père, au coup par coup	Père : paie le loyer et les charges, a acheté la voiture renfloue en fin de mois si besoin
Aïssata, 22	Salaire d'apprentie (600 CHF/mois), bourse étude (3000/an)	Surendettement (entre 4000 et 5000 CHF)	A sa majorité, elle n'a pas eu les moyens de payer son assurance maladie Dettes : AM (est aux poursuites)	Pas d'argent de poche (mais petite recevait 2-50 CHF pour le goûter à la récréation)	Aide sa mère (entre 200 et 400 CHF/mois) pour le loyer ou la nourriture
Tonio, 19	Indemnités chômage (1800-2000 CHF/mois)	« Petites » dettes: crédits (abo fitness, Natel)	retard de factures	Pas d'argent de poche, « dons » de sa copine/amis	en apprentissage, ses parents « payaient tout », plus après. Aide pas ses parents
Barbara, 23	Salaire de stagiaire, 500 CHF/mois; 400 CHF prime ass.maladie payée par les parents	« Petites » dettes : 400 CHF à son père	Emprunt pour un voyage	Argent de poche	Peut compter sur ses parents mais veut se débrouiller seule
Shota, 27	Aide sociale	« Petites » dettes : à son beau-père	Emprunt pour frais naturalisation	Pas d'argent de poche	Reçoit de l'aide de son frère (achats pour les enfants)
Aurélia, 22	Aide sociale et rente invalidité	A eu de « petites dettes » : 200 CHF à sa meilleure amie	Emprunt pour aider à payer loyer à sa mère	Dons pour Noël ou anniversaire (300 CHF)	Mère aide sa fille, Aurélia essaie de lui donner 200-300 CHF/mois (aide au loyer)
Jade, 20	Salaire apprentie (750.- CHF/mois), allocations d'études (360.-CHF/mois), bourse (700.- CHF/mois)	Un achat sur internet de 30.- CHF parti à une société de recouvrement. Doit aujourd'hui 170.- CHF.	Retard de factures	Pas d'argent de poche, mais recevait ponctuellement 50.- ou 100.- CHF pour shopping	Arrangement entre mère (surendettée) et Jade pour paiement d'un abonnement de téléphone et assurance maladie / non versement de pension alimentaire de son père

Suite du tableau 2 à la page suivante.

Suite du tableau 2.

Noms et âges	Ressources actuelles	(Sur)endettement	Circonstances/événements conduisant à l'endettement et type de dettes	Argent de poche/dons	Entraide familiale
Jérémy, 24	3800.- CHF/salaire brut annuel pour un 100%	Facture de dentiste de 2500.- CHF / Rembourse 200.- CHF/mois // Grosse amende et retrait de permis remboursée	Échelonnement de paiement de facture	«Avait tout ce qu'il voulait»	A vécu chez son frère en arrivant en CH ; ne sollicite pas ses parents (faillite)
Adrien, 21	Salaire d'apprenti 1100 CHF/mois+ petits extras d'une dame 20 CHF/mois	«Petites dettes»: 200 CHF à son père, ou 800 CHF qu'il rembourse partiellement (il ferme les yeux); pas de crédits	Emprunts pour finir la fin de mois, un achat occasionnel ou pour un abonnement TPG	Argent poche à la demande; dons (anniversaire)	Père et mère lui donnent 200 CHF/mois en plus du salaire apprenti pour finir les fins de mois. N'a aucune charge à payer: ses parents paient assurance maladie, téléphone, abonnement TPG
Tamara, 22	Salaire de monitrice à temps partiel	«Petites dettes» pour payer son abo de tél	Emprunt à une amie (250 CHF)	Pas d'argent de poche. Dons pour son anni. mais sa mère les utilisaient pour payer les factures	Aide sa mère et ses sœurs
Mauro, 18	Pas de ressources propres (stage en école non rémunéré)	Pas de dettes	NP	Argent de poche «à la demande»	Petit job rémunéré (au garage du père)
Zora, 21	Bourse (900 CHF/mois), nettoyage à la demande	Pas de dettes	NP	Pas d'argent de poche	Aide sa mère (loyer, courses domestiques)
Antoine, 18	Argent de poche, revenu stage	Pas de dettes	NP	Argent de poche régulier	Ses parents subviennent à ses besoins
Marine, 24	Rente d'orpheline, PC, salaire d'apprentie	Pas de dettes	NP	Argent de poche à l'adolescence	Peut compter occasionnellement sur ses grand-parents et aide de son compagnon
Ellea, 21	Petits jobs en intérim (serveuse, hôtesse), conciergerie	Pas de dettes	NP	Information manquante	Peut compter sur ses parents mais souhaiterait payer loyer de sa chambre
Maria, 19	Nettoyages occasionnels, demande de bourse (en attente)	Pas de dettes (sa mère semble en avoir, mais n'est pas sûre)	NP	Argent de poche (pour habits, alimentation, sorties)	Peut compter sur sa mère; argent envoyé aussi en Espagne (sœur)
Daniilo, 23	Salaires petits jobs cumulés	Pas de dettes: arrangements entre amis (salaires et loyers)	NP	Pas d'argent de poche	Transfert d'argent occasionnel à sa famille
Sylvie, 19	Indemnités chômage (450.-) et allocations familiales (450.-)	Pas de dettes	NP	Argent de poche à l'adolescence, arrêté depuis l'entrée en mesure d'insertion	Peut compter sur ses parents (vacances, sorties, permis, etc.) mais aimerait se débrouiller seule

Tableau 3 Données socio-démographiques des travailleurs et travailleuses sociales

TS prénom d'emprunt, âge	Fonction dans le TS	Type de formation	Parcours professionnel	Ancienneté dans le dispositif	nationalité	Statut marital	Statut des parents
Catherine, env. 50	Travailleuse sociale à 80% – service social et prévention à l'endettement	Licence universitaire en anthropologie	6 ans d'assistantat à l'université ; 5 ans comme ASC en centre de loisirs ; travailleuse sociale dans un service social et prévention à l'endettement	24 ans	Suisse	2 enfants de 18 et 20 ans	Père : école professionnelle, fonctionnaire des douanes Mère: école ménagère, d'abord secrétaire puis femme au foyer
Serge, 37	Éducateur – mesure d'insertion et aide sociale	Haute école de travail social romande (HES-SO) en emploi + CFC d'employé de commerce (Suisse+Canada)	A travaillé en Maison de Quartier (Jura) avant la mesure d'insertion	Depuis 4 ans dans la mesure d'insertion (TS depuis 10 ans)	Suisse (origine Jura)	Marié, pas d'enfants	Mère: opératrice saisie à la banque (pas diplômes) Père : (sans indication)
Jonas, 42	Animateur socioculturel – maison de quartier (MQ)	Haute école de travail social romande (HES-SO)	Sans indication	depuis 17 ans dans la même MQ	Suisse	Marié, 1 enfant que sa compagne a eu de son ex-mari	Mère: au foyer; Père: douanier
Jean, env. 50	Responsable de secteur – mesure d'insertion	Université Faculté Psychologie et science éducation	Sans indication	Nombreuses années ancienneté	Sans indication	A un fils majeur	Sans indication
Demet, env. 35	Travailleuse sociale – service social et prévention à l'endettement	Université sciences politiques	Sans indication	sans indication	Sans indication	Sans indication	Sans indication
Jasmina, 34	Éducatrice de proximité – structure d'insertion	Université, Faculté Psychologie et Sciences de l'éducation	Bachelor, Master en FPSE puis employée dans la structure d'insertion	Depuis 1 ans dans la structure d'insertion	Origine portugaise	Sans indication	Sans indication
Guy, 47	Éducateur de proximité – structure d'insertion	Maître socioprofessionnel, CAS en insertion, CAS Praticien Formateur	sans indication	Depuis 12 ans dans la structure d'insertion	Suisse	A 2 enfants (18 et 15 ans)	Sans indication